

BULLETIN

de la Fédération jurassienne

de l'Association internationale des travailleurs.

Ce Bulletin paraît le 1^{er} et le 15 de chaque mois. On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle.
Prix de l'abonnement: 4 fr. pour un an, 2 fr. pour six mois. — Pour l'étranger, le port en sus.

LOCLE, LE 1^{er} JUIN 1873.

A propos du Congrès d'Olten.

La Fédération jurassienne a décidé de se faire représenter collectivement au Congrès d'Olten par deux délégués, les compagnons Pindy du Locle, et Guillaume, de Neuchâtel. Les bases du mandat de ces délégués, telles qu'elles ont été votées par les Sections, sont les suivantes :

Ils devront appuyer essentiellement sur la formation d'une Fédération régionale pour chaque corps de métier, comme préparation à la Fédération internationale de la corporation.

Quant à la question politique, si elle est discutée, ils devront suivre le programme de l'Internationale. En effet, l'Internationale est l'expression la plus complète de la négation des Etats politiques, son programme est : l'autonomie des communes libres, fédérées entre elles ; elle repousse donc toute centralisation des pouvoirs, c'est-à-dire tout gouvernement, et elle déclare qu'il est du plus grand intérêt pour les ouvriers d'éviter de compromettre leur avenir en participant avec les bourgeois à perpétuer l'ordre de choses actuel qui divise la société en exploités et en exploités. Le parti ouvrier doit être international, universel, et ne pas s'arrêter devant les barrières nationales inventées par les despotes afin d'entretenir la division parmi nous, travailleurs, et de nous maintenir ainsi plus facilement dans l'obéissance.

Diverses Fédérations ouvrières locales, entre autres celles du Val de St-Imier et de Neuchâtel, enverront en outre des délégués pour leur propre compte. Ces délégués auront très probablement des mandats analogues à celui des délégués de la Fédération entière.

La *Tagwacht*, de Zurich, du 24 mai, contient l'ordre du jour suivant, proposé pour le Congrès, par le Comité d'organisation siégeant à Genève :

1. Election du bureau.

2. Rapport du Comité d'organisation. Répartition des frais du Congrès.

3. Rapport et discussion sur le programme.

4. Adoption d'une organisation.

5. Question d'une caisse unique de secours.

6. Décision sur l'organe fédéral.

7. Choix de la localité où devra siéger le Comité central.

Nous n'avons pas reçu le programme lui-même, et par conséquent nous ne pouvons pas en parler. Mais cet ordre du jour nous indique suffisamment les points qui seront discutés au Congrès, et on y voit percer la tendance des promoteurs de cette réunion.

Il s'agit de *centraliser* l'organisation de la classe ouvrière ; de *centraliser* les institutions de secours mutuel et d'assurance ; de créer un organe *central* et un Comité *central*.

Les délégués jurassiens, naturellement, ne pourront pas s'associer à des propositions semblables, entièrement opposées à leurs principes. Et voici, sur la question générale d'organisation ouvrière, ce qui nous semble devoir être mis en avant, au lieu des projets dont nous venons de parler.

La première question, la question vitale, c'est de pousser à la création de Fédérations régionales du même métier. Il faudrait constituer une Fédération régionale suisse de toutes les sociétés de charpentiers, une autre de toutes les sociétés de cordonniers, et ainsi de suite. Dans plusieurs corps de métiers, cette Fédération est déjà commencée, dans d'autres elle est même un fait entièrement accompli.

Chacune de ces Fédérations de métiers aurait son administration entièrement à part, son Comité fédéral à elle, son organe spécial à elle, si ses ressources le lui permettent.

Le Congrès d'Olten, naturellement, ne pourrait pas *créer* lui-même cette organisation. Il n'aurait rien à faire qu'à en étudier les principes, et ce serait aux corporations ouvrières à mettre ensuite elles-mêmes directement la main à l'œuvre.

Mais cette organisation par corps de métier, à elle seule, serait insuffisante. Il faut en outre que les différents corps de métiers soient mis en relation les uns avec les autres. Ce résultat s'obtient par la *Fédération locale des sociétés de métiers*, qu'on

pourrait aussi appeler la *Commune* des travailleurs. Dans cette Fédération locale ou *Commune*, tous les corps de métiers sont réunis, et ils s'y occupent, non plus des intérêts spéciaux de la corporation, mais des intérêts tant locaux que généraux du travail.

Les *Communes*, à leur tour, ne doivent pas rester isolées. Plusieurs *Fédérations locales* ou *Communes* qui, soit par leur position géographique, soit par leurs besoins industriels, soit par d'autres motifs, forment un groupe naturel, se fédèrent entre elles, et ainsi naît une *Fédération de Communes*. Cette Fédération de Communes se donne à son tour un Comité fédéral et se crée un organe si elle en a besoin.

La Fédération jurassienne de l'Internationale, la Fédération romande et le groupe des Sections de langue allemande sont trois *Fédérations de Communes*.

Selon nous, l'organisation ouvrière doit s'en tenir là. Aller plus loin serait se jeter dans une centralisation funeste. Il n'est pas besoin de fondre les *Fédérations de Communes* dans une *Association nationale unique* et de remplacer leurs divers Comités fédéraux et leurs divers journaux par un Comité central et un organe unique. Cette substitution ne procurerait aucun avantage : car l'union, la cohésion, la solidarité, l'identité de vues, peuvent être tout aussi bien et mieux obtenues avec le système fédératif. Et en outre, le système que nous recommandons a cet avantage immense de ne pas enlever la vie aux parties pour la jeter toute au centre ; de ne pas rendre inutile l'initiative des individus et des groupes locaux en la remplaçant par l'activité d'un Comité central ; enfin, de ne pas remettre entre les mains de quelques hommes toute l'administration de nos intérêts communs, car cette administration centrale et unique peut trop facilement devenir entre les mains des intrigants (il s'en trouve partout) un levier politique ou un moyen de satisfaire des ambitions personnelles.

Nous espérons que tous les délégués des sociétés ouvrières qui, sans parti pris, examineront nos raisons, reconnaîtront avec nous qu'il faut se garder de la centralisation : qu'elle est inutile ; et, bien plus, que les résultats donnés par le système fédératif sont plus grands et plus sérieux, parce qu'ils ne peuvent être obtenus que par la participation et l'activité réelles de chacun ; enfin, que la centralisation est dangereuse et nuisible.

Nous proposons donc comme projet d'organisation ouvrière :

1° La Fédération régionale, — et bientôt internationale, si possible, — des corporations du même métier ;

2° La Fédération locale des sociétés de métiers différents, ou la Commune du travail.

3° Enfin, la Fédération des Communes par groupes naturels et en toute liberté, de manière à établir autant de Fédérations de Communes que les circonstances l'indiqueront.

La chute de M. Thiers

et le rétablissement de l'empire.

Enfin, le voilà à terre, abandonné de ses anciens complices, moins roués que lui et qui veulent aller plus vite en besogne — et plus maladroitement — contre la révolution renaissante.

Ce jour d'expiation devait venir, il est venu. La revanche de la Commune commence.

Après le vote par lequel l'Assemblée de Versailles a déclaré accepter la démission de M. Thiers, un membre de la gauche (de la *gauche*, notez-le bien), avec des larmes dans la voix, s'est écrié : « Et c'est un jour comme celui-là, le 24 mai, l'anniversaire de ce jour où M. Thiers a terrassé la Commune et nous a délivrés du socialisme, que vous choisissez pour lui témoigner votre ingratitude ! »

Cette coïncidence en effet n'a-t-elle pas quelque chose de *providentiel*, comme disent les chrétiens ?

La dégringolade de M. Thiers, et, avec lui, de la république bourgeoise, nous a fait éprouver le premier mouvement de joie que nous eussions ressenti depuis la sanglante semaine qui avait anéanti nos espérances il y a deux ans.

Maintenant nous voici de nouveau face à face avec l'empire. C'est l'empire, en la personne de Mac-Mahon, qui va se trouver aux prises avec le socialisme. Par l'élimination des partis moyens, la question a été simplifiée, et comme le disait l'autre jour un orateur du Congrès ouvrier belge, il n'y a plus en présence que des conservateurs et des socialistes.

La même situation ne tardera pas à se produire en Espagne et en Italie : en Espagne quand les Castelar et les Pi y Margall, les unitaires et les fédéraux de toutes nuances, seront au bout de leur rouleau, et que le carlisme ne trouvera plus en face de lui que l'Internationale ; en Italie, lorsque la monarchie mise à la porte par Garibaldi, et Garibaldi lui-même balayé par la tempête populaire, la dernière partie se jouera entre le Vatican et l'Internationale.

Et lorsque dans ces trois pays, qui sont la pierre angulaire de la révolution européenne, les choses en seront là, chacun sait d'avance à qui appartiendra le dernier mot.

Les charlatans du libéralisme religieux.

Dans son fameux livre *de la Justice dans l'Eglise et dans la Révolution*, — livre dont beaucoup de parties sont fausses, parce qu'elles reposent sur une distinction entre l'esprit et la matière, distinction contraire à la science, et sur la théorie du libre-arbitre, également anti-scientifique ; mais où il y a ça et là des pages admirables, — Proudhon a jugé avec son énergie habituelle le prétendu *libéralisme religieux*, dont certaines manifestations font en ce moment tant de bruit en Suisse.

Les charlatans à l'occasion desquels Proudhon a écrit les lignes qu'on va lire, voulaient restaurer l'Eglise catholique primitive et combattre les ultramontains ; par conséquent, ce qu'il dit à leur sujet s'applique précisément aujourd'hui au père Hyacinthe et à ses conférences, aux associations de catholiques soi-disant *libéraux*, et à ce *Volksverein* que des intrigants politiques viennent de fonder sous prétexte de combattre l'ultramontanisme au profit du christianisme libéral.

Écoutez maintenant Proudhon :

« Un prospectus sans signature ni date, mais qui émane de la *nouvelle Eglise gallicane*, (1) a pour titre : RESTAURATION DE L'EGLISE CATHOLIQUE PRIMITIVE, avec cette épigraphe :

Le gallicanisme signifie aujourd'hui le catholicisme débarrassé de toutes les inventions ultramontaines, de toutes les superstitions.

Qu'entendent-ils par *inventions et superstitions ultramontaines* ?

Est-ce la révélation des livres juifs ? Non ; — la trinité, le paradis terrestre, le fruit défendu, le déluge, la tour de Babel ? Non ; — la divinité du Christ, la virginité de Marie, la rédemption, la transsubstantiation ? Non, non. — Est-ce la résurrection des cadavres ? A Dieu ne plaise.

Qu'en veulent-ils donc ? Il s'agit de quelques bagatelles comme les indulgences, la primauté du saint-siège, surtout la défense de mettre la Bible entre les mains du peuple, défense que la papauté juge à propos de maintenir et contre laquelle protestent les gallicans.

Se peut-il rien de plus idiot ? Pareilles disputes se pouvaient comprendre il y a dix-huit siècles, au temps de l'*Eglise primitive*, alors que le christianisme n'avait pas vécu, et que son idée ne s'était ni développée dans les faits, ni philosophée dans les écoles. Mais aujourd'hui !

Les nouveaux gallicans paraissent jaloux des triomphes du protestantisme, et ne s'en promettent pas de moindres des *libertés gallicanes*.

Les libertés du gallicanisme ! Comme si le peuple avait à gagner quelque chose à ce que son curé fût l'homme du préfet plutôt que l'homme de l'évêque !

(1) C'est-à-dire *nationale française*, en opposition à l'*église romaine*.

Comme si la liberté politique de l'Angleterre et l'esprit philosophique de l'Allemagne étaient des créations de la Réforme ! Comme si, d'ailleurs, dans ces deux foyers du protestantisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, le libertinage des mœurs, l'hypocrisie religieuse, le despotisme de l'Etat, laissaient quelque chose à envier aux nations catholiques !

Je m'arrête : la vue de tant d'inepties me fait monter le rouge au front et suffoquer de colère. Sommes-nous destinés à fournir un nouvel exemple des mystifications protestantes ? Que je meure plutôt que d'être témoin de cette ignominie ! Charlatans, qui parlez de faire lire la Bible au peuple, commencez donc par apprendre vous-mêmes à la lire dans ses textes originaux avant de la falsifier, comme vous faites tous, dans vos traductions en langue vulgaire ; commencez, dis-je, par approfondir ce chef-d'œuvre du machiavélisme hébraïque, devenu plus tard, entre les mains chrétiennes, un chef-d'œuvre de platitude, et vous aurez le droit après cela de nous parler de la Bible. »

Il est bien entendu que nous appliquons la citation de Proudhon, avec une entière impartialité, aux libéraux protestants aussi bien qu'aux libéraux catholiques, aux momeries libérales de la Chaux-de-Fonds comme aux jongleries libérales de Genève.

Emancipation du peuple

par le peuple.

Sous ce titre, la *Federacion* de Barcelone publie l'article suivant, relatif aux dernières élections espagnoles :

« Qu'est-ce que de soi-disants socialistes espèrent des luttes électorales ?

Croient-ils que la Révolution sociale doit être faite par un gouvernement prétendu révolutionnaire, élu par les masses populaires ?

Croient-ils que le changement radical de la société doit être l'œuvre de quelques-uns ?

Funestes erreurs ! La Révolution doit être faite par les masses elles-mêmes, et surtout lorsqu'il s'agit de la Révolution sociale, parce que dans cette œuvre grandiose il y a et il doit y avoir du travail pour tous.

Ce qui convient, ce qui est urgent, ce qui est indispensable, c'est que le peuple acquière la conscience révolutionnaire ; et c'est à cela que nous avons toujours travaillé, en conseillant à nos frères de ne jamais mettre leur confiance dans aucun pouvoir, parce qu'ils doivent être eux-mêmes leur propres directeurs. Que l'organisation du travail, qui est l'organisation révolutionnaire du peuple tra-

vaillleur, aille en se développant de plus en plus ; que les travailleurs s'inspirent de la passion et de la haine contre les exploiters, et principalement contre les institutions d'exploitation ; qu'ils aspirent à faire de celles-ci un grand *auto-da-fé*, et à en finir une fois pour toutes avec cette infâme trinité terrestre : l'Etat, l'Eglise et le Capital.

Ces institutions fondamentales sont la base de la servitude économique et sociale des deshérités, des ouvriers.

Pour être véritablement socialiste, il faut être partisan de la Révolution sociale, complète et immédiate.

Les forces légales, le suffrage universel, la législation, les constitutions politiques présentes et à venir ; tout ce qui constitue la partie légale de l'édifice politique, juridique et autoritaire de la société actuelle, tout cela ne doit inspirer à un socialiste que du mépris et de la haine ; et pour être logique, il ne doit pas chercher à l'améliorer, mais à le détruire.

Quelques-uns de ceux qui se prétendent socialistes, disent qu'ils savent parfaitement que de l'Assemblée constituante il ne sortira rien de bon pour le peuple, que ce sera une mystification de plus ; et néanmoins ils critiquent ceux qui déclarent ne vouloir prendre aucune part à cette mystification.

Les réformes sociales, dans cette société, où le capital a le privilège d'être tout, de pouvoir tout, sont un mensonge. Ce que l'ouvrier reçoit d'une main, un autre bourgeois le lui reprend de l'autre main.

La révolution sociale ne peut pas se faire depuis Madrid. *Ce qu'il y a à faire* à Barcelone et sur tous les points du pays, doit se faire sur les lieux mêmes. La révolution sociale diffère de toutes les autres révolutions. Elle préparera de la besogne à tous les prolétaires. Le mal n'est pas seulement au centre, il est dans toutes les parties. Il est partout où il y a des églises, des casernes, des palais, des registres et des papiers officiels, titres de propriété, et autres choses inutiles.

Peuple ! Il y a beaucoup à faire. Et en notre qualité de travailleurs, nous sommes disposés à *bien travailler*.

L'émancipation du peuple sera l'œuvre du peuple lui-même. »

Nous avons reçu les premiers numéros du *Worker*, de New-York, organe de l'Internationale en Amérique. Le nouveau journal, comme du reste nos amis américains nous en avaient prévenus, a des allures très modérées, parce qu'il s'adresse, non à des convertis, mais à un public étranger au sein duquel il doit faire de la propagande.

En politique, le *Worker* suit le programme bien connu des Américains : il vise aux réformes légales et gouvernementales, et pour les obtenir, se montre disposé, dans certaines occasions, à soutenir le parti bourgeois le plus avancé. La *Tagwacht* de Zurich recommandait dimanche dernier la même tactique aux ouvriers suisses. Nous avons déjà dit souvent pourquoi nous ne partageons pas cette manière de voir ; toutefois, comme notre *Bulletin* compte un certain nombre de nouveaux lecteurs pour qui ce sujet n'est pas encore très clair, nous reviendrons prochainement sur cette question.

Un autre journal vient également de faire son apparition dans l'arène socialiste. Celui-là vient d'un pays où règnent, sur la question politique, des idées radicalement opposées à celles des Américains et des Allemands : c'est le *Bulletin de la Fédération italienne de l'Internationale*, qui doit, jusqu'à nouvel ordre, paraître une fois par mois, et dont le premier numéro porte la date de mai 1873. Nous y trouvons, entr'autres choses, un remarquable *Appel* adressé aux paysans par la Commission italienne de propagande, et un article faisant l'historique des persécutions subies par l'Internationale en Italie, et qui se termine ainsi :

« Le dernier prétexte fut le Congrès des sections italiennes qui devait se tenir à Mirandola.

» Et les nouveaux crimes de la bourgeoisie furent la violation cynique des règles les plus élémentaires de justice et de liberté, les arrestations arbitraires, les perquisitions, les vols et les autres infamies commises à Mirandola, à Bologne, à Modène et à Parme.

» Et lorsque, dans nos lettres violées, la bourgeoisie constata la force et la puissance de ceux qu'elle prétendait détruire, sa fureur devint de la démence, et de tristes visions de bûchers ardents et de fantômes lugubres achevèrent de lui troubler la raison.

» Mais qu'on ne l'oublie pas : elle fut la première à jeter le gant de défi à l'autorité et à la tyrannie en 1789. Le prolétariat du monde entier a ramassé ce gant ensanglanté, en jurant de se venger de ceux qui l'ont indignement trahi.

» Et cette pensée empoisonne les derniers jours d'une existence de débauche et d'orgie. »

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que ceux de nos amis italiens qui étaient encore en prison préventive à Bologne, Cafiero et Malatesta, ont été remis en liberté après un emprisonnement arbitraire de 54 jours.

Reçu de Mme A. L. fr. 10, pour les réfugiés communistes à Londres.